

Coordination Communiste 59/62

pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

BP 51, 59007 Lille Cedex

coordcommuniste@numericable.fr - <http://www.rassemblementcommuniste.org>



Communiqué du 10 février 2009

Suites du 29 janvier:

Sarkozy gagne du temps et les directions syndicales proposent une nouvelle mobilisation..... le 19 mars !

A quand en France un mouvement de grève générale prolongée comme en Guadeloupe et en Martinique ?

Le 29 janvier a été un succès: 2,5 millions de manifestants dans tout le pays, des milliers d'arrêts de travail, notamment dans le privé. Pas simplement des manifestants qui exprimaient, face à la crise, leur « inquiétude » - pour reprendre l'expression tant entendue de la droite au Medef voire dans la gauche réformiste syndicale et politique – (une inquiétude au demeurant légitime), mais des manifestants qui exprimaient un ras-le-bol, une volonté de lutte face aux plans de licenciements, au chômage partiel, aux salaires au rabais: des manifestants qui exigeaient une intervention de l'Etat contre le "laisser faire - laisser passer" libéral qui a conduit et conduit à ce que les grands patrons et les banquiers spéculent, jouent avec les subprimes, réduisent leurs effectifs pour restaurer leurs « marges bénéficiaires » (c'est à cela que sert le « plan de relance »), tout cela au détriment de l'emploi et des salaires.

La réponse de l'Etat sarkoziste fut de gagner du temps et de tendre la main aux organisations syndicales: show télévisé le jeudi 05 février, annonce d'un « sommet social » avec les organisations syndicales le 18 février. Sur le fond, une seule annonce forte : un nouveau cadeau de 8 milliard d'euros pour les patrons avec la suppression de la taxe professionnelle, ce qui entraînera un manque à gagner pour les collectivités locales (cette taxe représente près de 50% de leurs ressources) et donc une nouvelle hausse des impôts locaux en perspective !

Mais aucune réponse concrète aux revendications sur l'emploi et le pouvoir d'achat: il amalgame « classe moyenne » et SMIC pour les catégories de travailleurs comme il amalgamait « nationalité française » et « carte de séjour » pour les sans-papiers ; il avance tout au plus quelques "idées" comme les mesures complémentaires en matière de chômage partiels, idées qui seront - ou pas - présentées aux syndicats le 18, ou qui seront renvoyées à des discussions ultérieures entre « partenaires sociaux ».... Sarkozy, lors de son intervention télévisée, a explicitement annoncé que le 18 février ne serait que le début de discussions pouvant durer « *trois mois, six mois* ».

Sarkozy joue la montre et les directions syndicales tombent dans le piège

La stratégie gouvernementale est claire : gagner du temps, essayer de calmer le jeu en emmenant les organisations syndicales sur le terrain de discussions interminables, discussions qui seront probablement séparées en plusieurs thèmes, avec des calendriers spécifiques.

En face, les organisations syndicales n'apportent pas une réponse à la hauteur des attentes des travailleurs et se laissent enfermer par le calendrier gouvernemental. Certes l'annonce dès aujourd'hui d'une nouvelle « journée de mobilisation » en mars peut apparaître comme un moyen

de pression avant le « sommet social » du 18 février.... mais cette date du 19 mars est bien tardive, alors que si pression il fallait exercer c'était dès le 18 février, au minimum ! De plus, Maryse Dumas, n° 2 de la CGT, interviewée à la télé le soir du 9 février a refusé d'employer le terme de « grève ».

Il s'agit en fait d'un alignement sur les dirigeants de la CFDT champions de la collaboration de classe: au nom de « l'unité » avec la CFDT, toutes les autres directions syndicales dont celle de la CGT (mais aussi celle de SUD), s'alignent sur le plus petit dénominateur commun.

Ainsi, le matin même de la réunion des organisations syndicales ce lundi 9 février, Chérèque, le chef de la CFDT, donnait le « la » dans le journal *Libération*, en expliquant ce qu'il allait proposer l'après-midi à ses partenaires :

« Si le 29 janvier a été un succès, c'est aussi que l'on a pris le temps de faire de la pédagogie. Nous sommes reçus le 18 février par le Président : cela ne sert à rien de nous mobiliser avant. Autour du 15 mai, nous allons organiser dans plusieurs pays européens des manifestations. Entre ces deux dates, tout est ouvert. Une nouvelle journée d'action, sous des formes peut-être différentes [c'est nous qui soulignons] peut très bien être organisée à la mi-mars. »

Et à la question du journaliste se demandant si la « protestation syndicale » n'était pas « en train de devenir une mobilisation anti-Sarkozy », Chérèque répondait nettement: « *Le risque existe, et ce serait une erreur. Si ce mouvement devient une protestation politique, il s'affaiblira. Notre démarche est uniquement syndicale.* »

Le « syndicalisme » politique de Chérèque consiste à interdire aux grévistes et manifestants de dénoncer le responsable politique de la catastrophe sociale qui frappe le monde du travail !

Suivons la voie ouverte par les Guadeloupéens !

Au lieu des tergiversations des directions syndicales réformistes, les Guadeloupéens nous donnent des leçons ! Cette colonie française est en grève générale depuis près de 3 semaines contre la vie chère. Une grève structurée (animée par le bien nommé « collectif contre l'exploitation »), déterminée, qui traduit aussi une aspiration à la dignité d'un peuple méprisé par la bourgeoisie blanche de « métropole » et la bourgeoisie béké (descendants des esclavagistes) qui possède toujours 90% de l'économie guadeloupéenne. Quand on pense que Sarko, lors de son show télévisé, n'a pas dit un mot sur la situation en Guadeloupe !... et qu'alors qu'il s'occupe toujours de tout, quand il faut « prendre les choses en main » c'est Jégo, simple secrétaire d'Etat, puis Fillon qui est envoyé en première ligne.

Sarkozy a surtout peur que le mouvement s'étende en France, et s'il pouvait circonscrire le mouvement à cette île des Antilles ce serait pour lui un semi-échec. Mais la Martinique a lancé à son tour un mouvement de grève générale prolongée depuis une semaine et la Guyane commence à s'organiser.

Ils nous montrent la voie ! C'est cela qu'il nous faut, **un mouvement général prolongé, avec des revendications chiffrées contre la crise qui parlent à tout le monde** (les Guadeloupéens réclament 200€ d'augmentation pour les plus bas salaires). S'il y a des spécificités dans ces mouvements antillais dues à la double oppression (non seulement oppression sociale mais aussi oppression raciale/coloniale), il y a un point commun : la lutte contre la vie chère face à une crise du système capitaliste qui nous appauvrit ! Comme le dit Elie Damota, dirigeant du LKP (Collectif contre l'exploitation) : « *En une heure, Nicolas Sarkozy a trouvé 360 milliards d'euros pour les banques.* » C'est contre ça qu'ils luttent ! Et nous aussi, ici, nous sommes confrontés à cette même politique ! Agissons de la même façon !